

La destinée du féminisme au Pakistan

Par Bina SHAH, auteure de plusieurs romans, dont *Slum Child* (« L'enfant du bidonville », 2010, non traduit), et de recueils de nouvelles.

Article paru sur le site du [New York Times](#) (Etats-Unis) le 20/08/2014

Traduit par Ijtihad Judith LEFEBVRE

N.B. : L'ensemble des notes et des liens hypertextes a été ajouté par la traductrice. De même pour le choix d'une orthographe inclusive.

Karachi (PAKISTAN) – Le 12 février 1983, deux cents femmes, militantes et avocates, défilèrent jusqu'à la Haute Cour de Lahore pour protester contre une loi qui aurait établi que, dans un tribunal, le témoignage d'un homme équivaldrait à celui de deux femmes. Le dictateur pakistanais Général Muhammad Zia ul-Haq avait déjà promulgué la tristement célèbre Ordonnance des *Hudûd*¹, qui reflétait sa vision extrémiste de l'islam et de la loi islamique². Pour de nombreuses femmes pakistanaises, il était désormais clair que le régime militaire manipulait l'islam afin de les dépouiller de leurs droits.

Le temps du Général Zia est révolu, et une partie des lois *hudûd* se rapportant au viol et à l'adultère ont été remplacées par des clauses moins déplorables dans la Loi pour la Protection des femmes en 2006. Cependant, ainsi que l'écrit [Madiah Akhter](#) dans *The Feminist Wire*, un magazine en ligne, il reste encore aux femmes pakistanaises à accomplir « une égalité politique, culturelle et économique, et à s'assurer une place au sein de la lutte constante pour déterminer ce qu'est leur nation ».

La réalité des femmes pakistanaises résiste toujours à la catégorisation facile. Celles-ci vont à l'école et à l'université, occupent des postes et gagnent de l'argent depuis maintenant plusieurs générations. Et pourtant, elles continuent de subir une violence de genre généralisée, dans une société qui accepte couramment l'idée que les femmes soient une propriété, et qui croit largement que ces dernières ne méritent ni éducation, ni emploi, ni existence hors de la sphère domestique.

Les lois du Pakistan, de même que ses codes sociaux ou ses mœurs religieuses, ne garantissent pas aux femmes une place sûre de citoyennes égales aux hommes ; de telles attitudes sont préservées par les traditions culturelles et tribales patriarcales, tout autant que par la déformation continue d'injonctions islamiques dans le but de satisfaire les misogynes. Le féminisme pourrait-il constituer le meilleur antidote à ce chauvinisme masculin ancré dans la société pakistanaise moderne ?

¹ Les *hudûd* désignent des peines maximales et non impératives prévues pour certains crimes particulièrement graves. Le statut de ces peines, leur définition comme leur application, sont un enjeu de débat au sein des communautés musulmanes du monde. Voir à ce sujet une [série d'articles](#) récemment publiés par l'imam Feysal ABDUL RAUF (Etats-Unis) dans le quotidien malaysien *The Star* (en anglais).

² Malgré une conception largement répandue chez les musulmanEs comme chez les non-musulmanEs, il n'existe pas de « loi islamique ». Certes, la plupart des pays à majorité musulmane fondent leur système normatif sur l'interprétation des diverses sources islamiques, interprétations plus ou moins libérales ou contraignantes selon les contextes. Toutefois, *shari'a* signifie « la voie qui mène à la Source » ; elle établit des principes généraux dont l'objectif est de guider l'humanité (justice, solidarité etc.) ; elle n'est pas codifiée en tant que telle. Le *fiqh*, ou « jurisprudence islamique », découle de l'interprétation de ces principes appliqués à des cas pratiques, produisant ainsi leur codification au travers de normes juridiques ; il s'agit d'une construction humaine, par nature contextualisée et dynamique.

Le féminisme est présent au Pakistan depuis la naissance du pays. Au cours de la partition de l'Empire indien britannique en 1947, Fatima Jinnah – sœur de Muhammad Ali Jinnah, père fondateur du Pakistan – créa un Comité de Secours aux Femmes (Women's Relief Committee), qui supervisait les transferts de réfugiées entre l'Inde et le Pakistan. Puis la Begum Ra'ana Liaquat Ali – épouse du premier Premier ministre du Pakistan – fonda l'Association des Femmes du Pakistan (All-Pakistan Women's Association) en 1949 ; cette organisation œuvrait au bien-être moral, social et économique des femmes pakistanaïses. Mme Jinnah fut candidate aux élections présidentielles de 1965, et même soutenue par des partis religieux orthodoxes, mais perdit face au dictateur alors en poste, le Général Ayub Khan.

Dans les années 1980, le Forum pour l'Action des Femmes (Women's Action Forum) utilisa le militantisme pour contester la vision étriquée de l'islam du Général Zia. Aujourd'hui, des collectifs de femmes pakistanaïses continuent de s'opposer aux violences faites aux femmes, à informer au sujet de leur éducation, de leurs droits légaux et politiques, et de faire pression sur les responsables politiques afin qu'ils adoptent des lois qui leur soient favorables. L'abrogation sans précédent de l'Ordonnance des *Hudûd*, les propositions de loi pour l'*empowerment* des femmes et contre les crimes d'honneur³ : toutes ces problématiques furent prises en charge par le Parlement ces dix dernières années lorsque Sherry Rehman – ancienne ambassadrice aux Etats-Unis et féministe reconnue – détenait le portefeuille de Ministre du développement des femmes. Ces mesures, de même que la proposition de loi contre le harcèlement sexuel, furent intégrées au droit pakistanaïse au cours des années suivantes.

Malgré cela, de nombreux PakistanaisEs s'accrochent à l'idée que le féminisme ne serait pas pertinent pour le pays – qu'il serait l'apanage des riches et oisifs ou, pire, qu'il s'agirait d'un concept imposé par l'Occident dans le but de provoquer le chaos dans la société pakistanaïse. Hommes et femmes, nombreux sont ceux qui croient qu'il n'est nul besoin de faire progresser les droits des femmes au-delà de ce que l'islam a accompli pour leur statut dans l'Arabie tribale du septième siècle. Les hommes du Pakistan ne sont pas encore prêts à renoncer à leur privilège masculin, et beaucoup de femmes pakistanaïses, qui ne souhaitent pas faire de vagues, sont d'accord avec eux. L'historienne pakistanaïse Ayesha Jalal nomme « *confort de l'asservissement* » le fait que les femmes de l'élite et des classes supérieures marginalisent les mouvements de femmes afin de préserver leurs propres privilèges.

L'universitaire Margot Badran⁴ identifie deux tendances du féminisme dans le monde musulman : le « féminisme laïc » du XIX^e siècle et le « féminisme islamique » du XX^e siècle. Le féminisme islamique – dont les pionnières⁵ sont des universitaires telles que Riffat Hassan⁶, Amina Wadud⁷,

³ Les milieux féministes récusent de plus en plus l'expression de « crime d'honneur », qui entérine comme légitime la conception d'une société (quelle qu'elle soit) dans laquelle les femmes seraient des objets dépositaires de l'honneur de la famille, de la tribu etc. Ces crimes – à l'instar des crimes dits « passionnels », de l'utilisation du viol comme arme de guerre ou des féminicides – ne sont rien d'autre que des crimes misogynes, et l'une des manifestations des multiples violences auxquelles les femmes sont soumises au sein du système patriarcal quasi-universel.

⁴ [Historienne américaine](#), elle a notamment publié *Feminism in Islam. Secular and Religious Convergence* (« Féminisme en islam. Convergences laïques et religieuses », 2009, non traduit). Plusieurs de ses articles ont été publiés en France et/ou traduits, et permettent de suivre l'évolution de son analyse et du mouvement : en [2002](#), [2006](#) et [2010](#). L'ouvrage [Existe-t-il un féminisme musulman ?](#) est par ailleurs disponible intégralement et gratuitement en ligne ; la contribution de M. BADRAN se trouve aux pages 49 à 69.

⁵ Il est toutefois à noter que toutes ces universitaires ne s'identifient pas elles-mêmes comme « féministes » ni comme « féministes musulmanes/islamiques ». L'emploi de ce terme reste l'objet de débats au sein des milieux de défense des droits des femmes œuvrant dans un « cadre islamique ».

⁶ [Théologienne américano-pakistanaïse](#). Publications non traduites en français.

Asma Barlas⁸ et Fatema Mernissi⁹ – cherche à se réapproprié l'islam face aux interprétations masculines, en utilisant des passages du Coran pour combattre la misogynie institutionnelle. Le féminisme islamique, tel qu'il est pratiqué au Pakistan, est accessible aux classes moyenne et moyenne supérieure, qui assistent avec enthousiasme à des cours de Coran donnés en urdu, où elles analysent des versets et étudient les droits que la religion leur accorde. Le féminisme islamique inculque également la solidarité avec les femmes musulmanes du monde entier. Toutefois, l'accent mis sur l'apprentissage académique peut limiter l'*empowerment* aux femmes éduquées, et marginaliser celles qui ne sont pas allées à l'école ou sont pauvres.

Des féministes comme Shahnaz Rouse – professeure à l'Université Sarah Lawrence – et Farida Shaheed – sociologue dirigeant le Centre de ressources pour les femmes Shirkat Gah – ont accompli un travail vital d'analyse des classes et identités de genre au Pakistan. Tandis que Fouzia Saeed a joué un rôle clé dans la prise de conscience face à la question du harcèlement sexuel. Mais leur travail – tout comme celui d'autres théoriciennes et militantes dont la base première du féminisme n'est pas l'islam – est souvent disqualifié comme étant apprécié uniquement de l'élite anglophone, et peu pertinent pour la société pakistanaise dans son ensemble.

Et pourtant, le féminisme séculier a une portée plus démocratique ; ses partisanEs s'activent pour les droits de toutes les femmes au Pakistan, non-musulmanes aussi bien que musulmanes. Le féminisme laïc est lié à d'autres mouvements féministes dans le monde, pas seulement islamiques, et est davantage pluraliste. En faisant appel tant au nationalisme laïc qu'au modernisme islamique, il n'est pas contraint de baser toute sa réflexion sur les Ecritures islamiques – bien que les féministes laïques se servent aussi de ce puissant outil si nécessaire.

Un mouvement féministe ne peut réussir que s'il reflète la composition des femmes et de la société pour lesquels il opère. Le Pakistan a besoin d'un féminisme qui marie avec élégance ces deux éléments – laïc et islamique – car c'est ainsi que le pays s'est formé : sur des principes à la fois islamiques et laïcs.

La psychologue clinicienne Rubeena Kidwai a décrit ainsi le statut actuel des femmes au Pakistan : « *Les femmes pakistanaïses sont telles des bonsaïs, taillées, coupées et accablées par les attentes de la société* ». Et les féministes pakistanaïses sont les seules à pouvoir contrer ce processus destructeur, afin que les femmes puissent s'épanouir et atteindre les sommets de leur potentiel humain.

⁷ [Théologienne afro-américaine](#), elle a notamment publié *Qur'an and Woman. Rereading the Sacred Text from a Woman's Perspective* (« Le Coran et les femmes. Une perspective féminine de relecture du texte sacré », 1993, non traduit), qui constitue la première étude coranique publiée par une femme. On trouvera sa contribution à l'ouvrage [Existe-t-il un féminisme musulman ?](#) aux pages 73 à 82. A. WADUD a donné à Paris en 2013 une conférence intitulée « Genre, sexualité et nouvelles théologies islamiques », dont le [compte-rendu](#) détaillé (en français) est disponible en ligne, ainsi que l'[enregistrement vidéo](#) (en anglais et en français).

⁸ [Théologienne américano-pakistanaïse](#), elle a notamment publié *"Believing Women" in Islam. Unreading Patriarchal Interpretations of the Qur'an* (« "Femmes croyantes" en islam. Déconstruire les interprétations patriarcales du Coran », 2002, non traduit).

⁹ [Sociologue marocaine](#), son ouvrage le plus connu en France est [Le Harem politique. Le Prophète et les femmes](#) (Albin Michel, 1987), qui apporte notamment une contribution essentielle à l'exposition des faux *ahadîth* (actions et paroles attribuées au Prophète Muhammad), souvent forgés dans le but de promouvoir une interprétation patriarcale de l'islam.